

Les investisseurs n'encouragent pas la parité au sein des fonctions dirigeantes

Selon une étude du BCG et de France Invest, les entreprises qui ont eu recours au capital-investissement ont des fonctions dirigeantes moins féminisées que celles qui ne sont pas passées par cette étape.

Temps de lecture : minute

8 mars 2020

Le manque de femmes au sein des directions d'entreprises n'a rien de nouveau. Mais l'étude publiée par le Boston Consulting Group et France Invest cette semaine éclaire d'un jour nouveau le problème. Les deux entités se sont penchées sur les entreprises accompagnées par le capital-investissement afin de savoir si elles s'en sortaient mieux que les autres en la matière. Et la conclusion est sans appel : pas du tout !

Les investisseurs sont ainsi loin d'encourager la mixité : seules 9% des TPE du portefeuille de France Invest ont une femme à leur tête, contre... 28% des autres TPE. Et si l'écart se réduit à mesure que la taille de l'entreprise augmente, il n'en reste pas moins problématique. L'étude témoigne aussi du plafond de verre que connaissent les femmes qui progressent vers les fonctions de direction dans ces entreprises accompagnées par les investisseurs. Ainsi, si 23% des membres de des organes de gouvernance et 26% des comités de direction sont des femmes, seuls 8% des présidents de ces mêmes organes et 7% des PDG ou DG le sont également...

Effet de la politique de quota imposée par la loi Copé-Zimmermann ou

non ? Les conseils d'administration des groupes du CAC 40 sont plus féminisés (44% de femmes) que ceux des TPE (19%) ou PME (22%), mauvaises élèves en la matière. Mais ces dernières se rattrapent sur les fonctions de direction, puisque 9% des PDG ou DG de TPE sont des femmes, contre 4% dans les ETI et 3% dans le CAC 40.

Autre motif de grogne, quand les femmes accèdent effectivement à des fonctions de direction, c'est en général... dans les RH (33%), le marketing (22%) ou la finance (19%). Même tarif pour ce qui concerne les postes de PDG et de DG : les femmes qui y accèdent dirigent le plus souvent une entreprise dans les secteurs des biens et services de consommation (44%), alors même que ce secteur ne représente que 20% des entreprises... Espérons que la charte Sista puisse faire bouger les lignes !

LES FEMMES DANS LES HAUTES SPHERES DE L'ENTREPRISE

Etude Boston Consulting Group et France Invest
auprès d'entreprises ayant levé des fonds (capital-
investissement)

9 %

**De femmes PDG d'entreprises
dans les TPE**

Les petites entreprises
affichent un score 3 fois
supérieur à celui des
entreprises du CAC40 et des
grandes entreprises.

55 %

**Des femmes présentes dans
les comités de direction
exercent un métier de DRH ou
de Directrice marketing**

Dans les comités de direction,
les postes de RH sont
représentés à 70% par les
femmes. A contrario, les
directrices des systèmes
d'informations et de R&D sont
quasi inexistantes.

7 %

**de femmes PDG ou DG dans les
entreprises accompagnées par
le capital-investissement**

La signature de la charte SISTA
et l'engagement de 56 fonds
d'investissement à investir
dans davantage de startups
fondées par des femmes est un
pas encourageant qui devrait
(rapidement) faire évoluer ce
chiffre. Aujourd'hui, de
nombreux biais restent encore
à combattre.

8 %

**Des femmes présidents d'un
organe de gouvernance**

Elles comptent pourtant pour
20 à 25% des effectifs de ces
mêmes organes. Encore une
preuve que les femmes ont du
mal à gravir les derniers
échelons des entreprises.

44 %

**des membres du CA du CAC 40
sont des femmes**

Un chiffre boosté par la loi
Copé-Zimmermann qui oblige
ces structures à inclure plus de
femmes. Mais un rapide coup
d'oeil sur le nombre de
femmes PDG qu'elles
comptent, 3%, fait rapidement
chuter les espoirs d'une mixité
dans les directions des
entreprises du CAC40. Et
l'évincement récent d'Isabelle
Kocher ne fera clairement pas
remonter ce score.

66 %

**des PDG ou DG féminines
opèrent dans deux secteurs
d'activité**

Dans 66% des cas, les PDG ou
DG femmes travaillent dans
des entreprises de services et
biens de consommation ou
services et biens industriels.
Elles sont presque absentes
des secteurs de l'énergie et des
télécoms.

Article écrit par Géraldine Russell et Anne Taffin